

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(10\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au Journal de l'Aisne, 21 mai 1869](#)

## Jean-Baptiste André Godin au Journal de l'Aisne, 21 mai 1869

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

### Les relations du document

**Collection** **Correspondant.e.s**

[Coulon, Georges \(1838-1912\)](#) est cité(e) dans cette lettre

[Favre, Jules \(1809-1880\)](#) est cité(e) dans cette lettre

[Journal de l'Aisne \(Laon, 1808-1927\)](#) est destinataire de cette lettre

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (10)

Collation 2 p. (141r, 142r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au Journal de l'Aisne, 21 mai 1869, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<http://eman-archives.org/Famililettres/items/show/11091>

Copier

# Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

## Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[21 mai 1869](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne)

Destinataire[Journal de l'Aisne \(Laon, 1808-1927\)](#)

Lieu de destinationLaon (Aisne)

## Description

Résumé

À propos des élections législatives de mai et juin 1869 en France. Godin écrit au Journal de l'Aisne au nom du « Comité électoral démocratique de la 3ème circonscription de l'Aisne » pour protester contre une intervention illégale de la police qui a empêché la tenue d'une réunion publique électorale organisée à Marle par Georges Coulon en faveur de la candidature de Jules Favre, et pour reprocher au journal son silence sur ces faits.

Notes

Le destinataire est identifié d'après le texte de la lettre.

## Mots-clés

[Critiques](#), [Élections](#), [Propagande](#)

Personnes citées

- [Coulon, Georges \(1838-1912\)](#)
- [Favre, Jules \(1809-1880\)](#)

Événements cités[Élections législatives \(24 mai et 7 juin 1869, France\)](#)

Lieux cités[Marle \(Aisne\)](#)

## Informations biographiques sur les correspondant·es et les personnes citées

NomCoulon, Georges (1838-1912)

GenreHomme

Pays d'origineFrance

Activité

- Administration
- Droit/Justice
- Franc-maçonnerie

BiographieAvocat et haut fonctionnaire français né en 1838 à Paris et décédé en 1912 à Paris. Fils d'un chorégraphe et d'une actrice, probablement enfant naturel du dramaturge Eugène Scribe, Georges Coulon étudie le droit et devient clerc de

notaire en 1860 puis avocat au barreau de Paris en 1862. Libre-penseur, franc-maçon et républicain, il travaille auprès de l'avocat Jules Favre. Il voyage en Égypte en 1869. Coulon est nommé préfet de Vendée par [Gambetta](#) en septembre 1870. Il sert six mois à ce poste, retourne ensuite au barreau et travaille en qualité d'avocat de la [Compagnie du canal de Suez](#). Coulon correspond à cette époque avec Jean-Baptiste André Godin à propos des élections législatives de 1869, auxquelles [Jules Favre](#) est candidat républicain, et à propos du Familistère. Godin charge Coulon de questions juridiques relatives à ses affaires industrielles et au procès qui l'oppose à sa première épouse [Esther Lemaire](#). Coulon se marie en 1880 avec Geneviève Pelletan, fille du républicain Eugène Pelletan (1813-1884) et sœur du socialiste Camille Pelletan (1846-1915), avec laquelle il a six fils. Nommé conseiller d'État en 1881, Coulon est détaché à la direction des Postes et Télégraphes de 1887 à 1889. C'est à cette époque qu'il visite le Familistère en compagnie de son épouse, après une quinzaine d'années sans relations avec Godin : « Certes, nous nous souvenons de vous, ma femme et moi, écrit Godin à Coulon le 8 avril 1887 quelques jours avant sa visite, et votre souvenir nous était même particulièrement présent ces jours-ci. » Coulon réintègre le Conseil d'État en 1890, dont il est le vice-président de 1898 jusqu'à sa mort en 1912. Georges Coulon est abonné à la revue du Familistère, *Le Devoir*. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1877, officier de l'ordre en 1887, commandeur en 1896, grand officier en 1906 et grand-croix en 1909.

---

NomFavre, Jules (1809-1880)

GenreHomme

Pays d'origineFrance

Activité

- Droit/Justice
- Politique

BiographieAvocat et homme politique français né en 1809 à Lyon (Rhône) et décédé en 1880 à Versailles (Yvelines). Représentant du peuple en 1848 et en 1849, député de 1858 à 1870, membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre, député en 1871 et sénateur de 1876 à 1880. Il est avocat de Godin en 1863-1865 dans le procès en séparation qui l'oppose à sa première épouse [Esther Lemaire](#).

---

NomJournal de l'Aisne (Laon, 1808-1927)

GenreNon pertinent

Pays d'origineFrance

ActivitéPresse

BiographieJournal tri-hebdomadaire publié à Laon de 1808 à 1927.

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/12/2021

Dernière modification le 26/04/2023

---

Paris le 20 mai 1869

Comité électoral dimissionnaire  
de la 3<sup>ème</sup> circonscription de la Seine

A Monsieur le rédacteur

Le journal de la Seine ne paraît pas  
une lettre qui lui a été adressée sous  
nom de votre comité pour signifier  
un acte d'obstruction, par lequel on a  
empêché une réunion privée à Paris  
en faveur de la candidature de M.  
Félix Fauriol. Serais-ce que l'administra-  
tion et la police devraient véritablement  
entrer en campagne contre une  
candidature? cette question me semble  
opportune en présence de votre silence  
et surtout en présence de l'acte de la  
police a mis hier soir dans igno-  
rance le respect du droit de réunion à signer  
au nom de la force une réunion de possi-  
bles électeurs régulièrement formée et  
affranchie dans les circonstances actuelles.  
M. Georges Dubouche avocat du  
barreau de Paris avait invité dans  
cette ville un certain nombre de  
personnes pour lettre à une réunion  
privée qui devrait avoir lieu dimanche  
prochain n'ayant pas le droit de



cette personne intimidée par le gaffeur  
M. Juge de paix est pour et veut  
donner raison sur sa résolution première  
il ne pouvait donner le bonnet qu'il  
avait offert pour la réunion  
M. Coulon. Tous alors un  
appartement par bail régulier et ef-  
frent les personnes invitées; elles se  
furent admises d'après la présentation  
de leurs lettres d'invitation, toutes les  
prescriptions de la loi avaient été  
rigoureusement remplies. La réunion  
s'entretenait déjà paisiblement de  
des devoirs électoraux, lorsque M. le  
Commissaire de police se presenta  
assisté de gendarmes pour la  
dissoudre. Sur la menace qui  
fut faite à l'assemblée de faire  
évacuer la salle par la force; les  
assistants consentirent à se retirer, mais  
ils rédigèrent aussitôt une déclaration  
collective concernant les faits d'arbitraire  
dont ils étaient témoins. une plainte  
vint être déposée par M. Georges  
Coulon au parquet de M. le procureur  
impérial à Lyon contre ce fait de  
violation de la loi et du domicile par  
la police, quelle répression ces faits  
mériteraient-ils?

il est utile que le corps électoral  
sache de ce dont se les libérés +

que la candidature officielle est le motif de  
avoir faire obtenir le journal de la ville pour  
avoir droit à un poste de journal. quelques affiliations  
à ce sujet et il était toujours possible pour les  
de juger que les faits impliquent une amende de  
100 francs la violation de la loi. Les amende de 100 francs